

Paris, le 15 JUL. 2021

n° 6290/SG

à

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les ministres délégués,  
Mesdames et Messieurs les secrétaires d'État

**Objet : Circulaire relative aux actions à engager pour renforcer la cybersécurité de l'État.**

Susceptible de paralyser les services publics ou l'action gouvernementale, d'entraîner l'exfiltration de données sensibles de l'État ou de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, une cyberattaque menée à l'encontre de services de l'État pourrait avoir des effets désastreux sur le potentiel économique et sociétal de la France, sur la qualité du service public, sur la vie quotidienne des citoyens et sur leur confiance en l'État.

Face à ces constats, il est urgent que **le Gouvernement porte une attention renouvelée à la cybersécurité des systèmes d'information de l'État**. Les problématiques de cybersécurité ne peuvent plus être considérées comme le fardeau des seules équipes techniques ; elles doivent désormais être pilotées, décidées et orientées au niveau des cabinets ministériels et des directeurs d'administration centrale, notamment afin que les moyens nécessaires y soient réellement consacrés. Par conséquent, je vous invite à mobiliser rapidement vos services pour qu'une **instance ministérielle de haut niveau soit mise en place pour piloter la montée en niveau de cybersécurité de chaque ministère et contribuer à la gouvernance de la sécurité des systèmes d'information de l'État**.

Je vous demande également que soient menées dans chacun des ministères trois actions concrètes dans les plus brefs délais :

- **Recourir autant que possible aux services de cybersécurité automatisés mis à disposition pour la sphère étatique par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)**. Ces outils permettent pour partie d'évaluer le niveau de cybersécurité des systèmes d'information de l'État et d'en corriger les principales vulnérabilités. Il s'agit d'un préalable indispensable à la mise en place d'indicateurs fiables de pilotage de la cybersécurité ;


.../...

- **Identifier, déclarer et protéger les systèmes d'information étatiques supportant des missions essentielles pour l'action gouvernementale et pour nos concitoyens.** De nombreux systèmes d'information étatiques, **pourtant sujets à des exigences réglementaires**, restent encore non identifiés et potentiellement vulnérables à des cyberattaques. Vous vous assurerez donc que ces systèmes d'information soient identifiés, déclarés à l'ANSSI et qu'y soient déployées les mesures de protection nécessaires et appelées par la réglementation ;
- **Intégrer dans tous les marchés publics ayant une composante numérique des exigences contractuelles de cybersécurité.** La prise en compte de la cybersécurité est souvent trop tardive, parcellaire et génératrice de surcoûts dans les projets numériques de l'État. Cette situation de fait pourrait largement être évitée par une intégration au plus tôt d'exigences de cybersécurité adaptées, en particulier dans le cadre de la commande publique. Vous veillerez donc à l'intégration systématique de clauses de cybersécurité dans les marchés publics, en vous appuyant sur les clauses-types développées par la direction des achats de l'État.

Enfin, **vous veillerez à ce que les alertes diffusées à vos ministères par l'ANSSI soient prises en compte sans délai, que les actions de protection recommandées soient intégralement mises en œuvre et qu'il en soit systématiquement rendu compte.**

Par ailleurs, je vous rappelle que l'ANSSI a mis en place plusieurs dispositifs d'accompagnement dans le cadre de France Relance, notamment des parcours de cybersécurité, dont vos ministères, les établissements placés sous votre tutelle ainsi que les organismes publics et les collectivités territoriales peuvent bénéficier pour renforcer leur niveau de cybersécurité.

Ce renforcement de la cybersécurité de l'État est une action indispensable qui nécessite votre implication personnelle. **Je convoquerai, d'ici la fin de l'année 2021, une réunion avec l'ensemble des ministres durant laquelle un point d'avancement sur l'ensemble de ces travaux sera réalisé.**



Jean CASTEX